

Luis Arce dénonce les atteintes du gouvernement de facto en contre les programmes sociaux mis en place par le MAS



La Paz, 6 mars, (RHC).- Le candidat à la présidence de la Bolivie pour le Mouvement Vers le Socialisme (MAS), Luis Arce, a dénoncé sur Twitter le régime de facto actuel pour mettre en péril des programmes et des avantages sociaux.

'Notre nationalisation, qui nous permettait de distribuer les gains en bons (aide sociale en Bolivie), comme le Juancito Pinto, est en grand danger', a publié Arce sur son compte Twitter officiel.

Juancito Pinto a été la première politique sociale mise en œuvre par le Gouvernement Plurinational de Bolivie en 2006 pour redistribuer les bénéfices de l'État en aides sociales, et fournit une subvention en espèces annuelle pour chaque enfant de la première à la sixième année dans les écoles publiques.

Arce a indiqué que depuis le coup d'État, « on est revenu au néolibéralisme, un modèle ancien qui détruit les entreprises publiques et l'activité productive en vue de les privatiser ».

En 14 ans, a-t-il affirmé, le gouvernement du peuple a fait plus que tout autre, et le processus de changement (impulsé par l'ancien mandataire Evo Morales) a transformé le pays et n'est pas terminé.

Notre proposition sera transmise à tous les boliviens et le 3 mai nous allons gagner, a déclaré le candidat présidentiel.

Arce a souligné dans un autre tweet qu'il est déjà présent à Cochabamba (centre du pays) pour une réunion avec les dirigeants départementaux du MAS, où les candidates et les candidats à l'Assemblée Plurinationale seront présentés demain.

Il a également dénoncé le fait que le Gouvernement de facto ne se prononce pas sur les graves allégations des organismes internationaux concernant les violations des droits de l'Homme en Bolivie.

« Nous exigeons la présence de missions internationales pour assurer la transparence des élections du 3 mai prochain », a-t-il manifesté.

Avec Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/216199-luis-arce-denonce-les-atteintes-du-gouvernement-de-facto-en-contre-les-programmes-sociaux-mis-en-place-par-le-mas>



Radio Habana Cuba